IDENTIFICATION	:	**0069 – A0915 15/04/94**
DUREE	:	**60 MIN.**
QUALITE	:	**BONNE**
TRANSMISSION	:	**RADIO RWANDA**
DATE DE TRANSCRIPTION	:	**16/08/2001**
NOM DU TRANSCRIPTEUR	:	**Drocella ICYITEGETSE**
NOM DU FICHIER	:	**0069.wpd**
DICTAPHONE	:	**SANYO**
		Modèle : TRC-8080
		N° de série : P9407754 F

FACE A :

- *Entretien entre J. Baptiste Bamwanga et certains hommes politiques, (entretien) centré sur la reprise des hostilités par le FPR après la mort du Président Habyarimana*
- *Actualité du jour par Vénuste Basingize :*
    - *Situation sécuritaire dans la ville de Kigali.*
    - *Déclaration des responsables des partis politique sur la reprise des hostilités par le FPR.*
    - *Le Conseil de sécurité des Nations Unies a opté pour le retrait de la MINUAR pour des raisons de sécurité.*
    - *Présence des militaires blancs dans les rangs du FPR.*

FACE B :

- *Suite de l'entretien entre les hommes politiques et Jean-Baptiste Bamwanga.*
- *Nouvelles en swahili.*
- *Vénuste Basingize parle de la tenue d'une réunion du Conseil de sécurité préfectorale de Ruhengeri.*
- *Résolution de la Belgique de retirer ses troupes de la MINUAR (toujours par Vénuste Basingize).*

FACE A

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga, journaliste de Radio Rwanda

Amis auditeurs, bonjour ! Où que vous soyez, restez persévérants et gardez votre courage dans cette période difficile que nous traversons à la suite de l'assassinat du Président de la République par les ennemis. Après cet assassinat, notre pays a connu des troubles et des émeutes qui ont occasionné des pertes en vies humaines que le FPR-Inkotanyi a prétextées pour reprendre les hostilités.

Vous vous rappelez également que ces troubles ont coûté la vie à certains politiciens, rendant ainsi impossible la mise en place d'institutions avérées, capables de sauvegarder l'intégrité territoriale. Il vous souviendra que la mort de Son excellence le Président de la République a été suivie par celle d'autres politiciens de haut rang notamment celle de madame le Premier Ministre, Agathe Uwilingiyimana et d'autres personnalités politiques.

Vous vous souvenez également que, après la reprise des hostilités par le FPR, les partis politiques représentés au Gouvernement, ont pris la courageuse décision de mettre en place un nouveau Gouvernement. Dans ce studio, j'ai autour de moi des hommes politiques avec lesquels je vais m'entretenir. Avant d'entamer notre émission, J'aimerais qu'ils se présentent à nos auditeurs.

Orateur : Edouard Karemera, premier vice-président du parti MRND

Edouard Karemera, premier vice-président du parti MRND, Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement.

Orateur : Justin Mugenzi, président du PL

Justin Mugenzi, président du PL, parti libéral.

Orateur : François Ndungutse, vice-président du parti PSD dans Butare

François Ndungutse, vice-président du parti PSD en préfecture de Butare, président par intérim et membre du bureau politique du PSD au niveau national.

Orateur : Donat Murego, secrétaire national du MDR

Donat Murego, secrétaire national du MDR

Orateur : Bamwanga Jean-Baptiste

Vous êtes en compagnie des journalistes : Jean-Baptiste Bamwanga

Orateur : Hyacinthe Bicamumpaka

et Hyacinthe Bicamumpaka.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

La toute première question que nous allons poser aux hommes politiques qui sont avec nous dans ce studio est celle de savoir la réaction qui a été la leur, au sein de leurs partis respectifs, en apprenant la reprise des hostilités par le FPR-Inkotanyi, reprise qui a réduit presque à néant les accords d'Arusha dont la mise en exécution était déjà en cours. Commençons par Edouard Karemera du MRND.

Orateur : Edouard Karemera

Merci Monsieur Bamwanga, mais avant de répondre à cette question, je voudrais, si vous me le permettez, saluer les militants du Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement en leur annonçant, une fois de plus, que la direction du parti s'associe à tous les militants pour adresser nos condoléances à madame la présidente. Nous nous joignons à elle, à sa famille et à tous les militants et demandons à Dieu d'accueillir, parmi ses élus, l'âme de Son Excellence Juvénal Habyarimana, Président de la République rwandaise qui était un militant éminent de notre parti.

Dans le message de pacification que nous avons adressé aux militants de notre parti le 11 avril 1994, nous leur avons rappelé que bien que la disparition du Président Habyarimana

ait été pour nous une triste nouvelle, celui-ci lui nous a légué un héritage que nous devons préserver.

Dans ce message que Radio Rwanda a sans doute diffusé à l'intention de nos militants, nous leur disions ce qui suit: « Militants et chers frères, la disparition de notre Président survient au moment où notre pays est confronté à de graves problèmes malgré qu'il se soit dépensé sans compter pour leur trouver une solution. Sa bravoure restera gravée dans l'histoire de notre pays. En particulier, nous nous rappellerons toujours qu'il n'a jamais violé le pacte scellé avec le peuple rwandais et ce jusqu'à son assassinat par des criminels».

Partant de l'idéal de l'unité et de la paix prôné inlassablement par le Présidant Habyarimana pour que les Rwandais et tous les habitants du Rwanda s'en imprègnent, nous avons également demandé à tous les militants de notre parti de garder courage et de faire preuve de sérénité afin de servir de modèle dans cette situation tragique en vue d'un rétablissement immédiat de la paix dans notre pays. Nous leur avons instamment demandé de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faire cesser, sans délais, les troubles, les massacres et les actes de pillage sur toute l'étendue du territoire national.

Orateur : J-Baptiste Bamwanga
D'accord…

Orateur : Edouard Karemera
J'aimerais donc demander aux militants de notre parti de garder à l'esprit le contenu de ce message.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga
Bien que le FPR pense le contraire. Je passe maintenant à votre question …

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

Après ce message de réconfort relativement à la disparition du Président de la République, comme vous abordez maintenant ma question, je voudrais la rappeler brièvement à l'intention de nos auditeurs. Je voudrais vous demander quelle a été votre réaction au sein du MRND face à la reprise des hostilités par le FPR au moment où les accords d'Arusha commençaient à être mis en application?

Orateur : Edouard Karemera

Monsieur Bamwanga, en réalité, quand on analyse la situation de très près, on remarque que le FPR n'a jamais cessé les hostilités ; il ne l'a fait que sur le papier. Les accords d'Arusha prévoyaient le désengagement des forces belligérantes de la zone tampon. Cependant, le FPR n'a jamais évacué cette zone. En plus, le FPR n'a jamais cessé de s'approvisionner en armements, la preuve en est que, -et c'était peut-être une chance pour le FPR-, la MINUAR n'a exercé aucun contrôle sur les armements du FPR, elle n'a contrôlé que ceux des Forces armées rwandaises. J'ai l'impression que le FPR a fait consigner cette disposition relative au contrôle des armements tout en étant conscient qu'elle ne la concernait pas.

La reprise des hostilités, ou si vous voulez, la recrudescence des hostilités ferait partie intégrante du plan d'assassinat du chef de l'Etat. Nous constatons que la reprise de la guerre a fragilisé les Accords d'Arusha. Néanmoins, au sein du MRND, comme d'ailleurs dans tous les partis représentés au Gouvernement, nous nous réjouissons de ce que le Gouvernement continue d'œuvrer pour la mise en application de ces Accords, ce à quoi malheureusement le FPR s'oppose.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

Oui, nous reviendrons sur l'action gouvernementale, étant donné que le Gouvernement a été formé par les partis politiques. Je voudrais me tourner à présent vers Justin Mugenzi, le Président du parti PL afin de connaître l'avis du PL sur la reprise des hostilités par le FPR-Inkotanyi.

(Indicatif du journal parlé en kinyarwanda)

Orateur : Vénuste Basingize

La réunion entre la délégation rwandaise et celle du FPR-Inkotanyi à l'hôtel Méridien-Umubano a suspendu ses travaux hier. Les deux délégations vont se rencontrer encore ce samedi.

Les autorités rwandaises à tous les niveaux continuent d'adresser au peuple rwandais un message de pacification en cette période de malheurs successifs.

Dans une interview accordée à notre confrère Jean-Baptiste Bamwanga, les responsables des partis politiques expliquent le rôle qu'ils ont à jouer (dans les circonstances actuelles).

Hier, vendredi 15 avril, le préfet de la préfecture de la ville de Kigali a dirigé une réunion regroupant les responsables des partis politiques et le délégué Haut Représentant du Comité international de la Croix-rouge. Au cours de cette réunion, les participants ont, comme d'habitude, requis l'assistance de ce comité.

Vous êtes en compagnie de Vénuste Basingize.

Orateur : Vénuste Basingize

Jour après jour, la paix revient à Kigali. La nuit dernière, aucun coup de feu n'a été entendu dans presque tous les quartiers de la ville de Kigali, ce qui prouverait peut-être que l'ennemi commence à revenir à la raison. Les habitants de Nyamirambo, Nyakabanda, Kimisagara, Cyahafi et Gatsata se portaient relativement bien ce matin. Il en est de même pour la population de Kacyiru, Kicukiro et Gikondo. Nous espérons qu'ils ont passé une journée tout aussi calme. Nous ne nous doutons pas que la paix se rétablira progressivement, ce qui permettait de poursuivre les négociations, afin de parachever la mise en œuvre des accords de paix d'Arusha par la mise en place du Gouvernement de transition à base élargie. Dans notre édition de la mi-journée, nous reviendrons en détail sur la situation sécuritaire après avoir contacté les instances supérieures militaires habilitées.

Le Gouvernement rwandais ne ménage aucun n'effort pour ramener la paix qui a toujours caractérisé le Rwanda. Hier vendredi, la délégation rwandaise conduite par le chef d'état-

major de la gendarmerie nationale, le général-major Augustin Ndindiliyimana, a eu des pourparlers avec la délégation du FPR dirigée par Charles Kayonga, commandant du bataillon des Inkotanyi qui était cantonné au CND. Les pourparlers ont eu lieu à l'hôtel Méridien-Umubano à Kigali en présence du commandant des Casques bleus venus au Rwanda pour faire respecter la mise en application des Accords d'Arusha, le général Roméo Dallaire. Etait également présent, Gilbert Isidore (?), assistant du Représentant spécial au Rwanda du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Docteur Jacques Roger Booh Booh.
Selon la déclaration faite par Gilbert Isidore (?), les représentants de deux parties ont approuvé l'ordre du jour et convenu de revenir aux points qui y figurent ce samedi, toujours à l'hôtel Méridien-Umubano. Selon Gilbert Isidore (?), les pourparlers se sont déroulés sans heurts. Espérons que les négociations d'aujourd'hui aboutiront à des conclusions satisfaisantes.

Face à la situation critique que nous vivons, les autorités à tous les niveaux continuent d'adresser un message de pacification au peuple rwandais. Les responsables des partis politiques ne cessent d'exposer le rôle qu'ils ont à jouer. Hier vendredi, notre confrère Jean-Baptiste Bamwanga a eu un entretien avec les représentants des partis politiques participant au Gouvernement et ils lui ont fait part de leurs avis sur la situation difficile que nous vivons.

Les responsables des partis politiques se sont associés à madame Agate Habyarimana et à tous les militants suite à l'affliction causée par la disparition du chef de l'Etat, Son Excellence le général-major Juvénal Habyarimana. Ils se sont également engagés à perpétuer l'héritage nous légué par le Père de la Nation, à savoir la lutte pour la paix.

Les responsables des partis politiques ont constaté que le FPR n'a jamais réellement cessé les hostilités. Il ne l'a fait qu'à travers des déclarations et sur le papier. Pour preuve, le FPR n'a cessé de se ravitailler en armements et qu'il n'a pas désengagé ses troupes de la zone démilitarisée. Ils estiment donc que la reprise des hostilités prouve son opposition

absolue aux accords d'Arusha et qu'en négociant, le FPR voulait plutôt accéder à l'intérieur du pays afin de s'emparer du pouvoir par la force.
Les responsables des partis politiques ont exhorté le FPR à déposer les armes et que ses membres retournent au pays en patriotes prêts à servir leur pays, car la démocratie pour laquelle ils prétendent lutter ne se caractérise pas par des tueries, mais qu'ils l'obtiendront par l'organisation des élections.

Les responsables des partis politiques appellent le FPR à revenir à la raison, à regagner la table des négociations ; et ce serait les résultats de ces négociations qui seront mis en application.

Les responsables des partis politiques appellent le FPR soulignent que la reprise des hostilités par le FPR a une fois de plus attisé le problème ethnique dans le pays alors que les Rwandais étaient unis et engagés à travailler pour leur pays sans exclusion de qui que ce soit.

Les responsables des partis politiques ont exhorté le peuple rwandais à se mobiliser en vue de combattre toute personne qui se livrerait aux actes de tuerie, de pillage et de vol; et de faire preuve de patriotisme.

Rappelons que ces propos ont été recueillis par notre confrère Jean-Baptiste Bamwanga dans une interview qu'il a eue avec les représentant des partis politiques participant au Gouvernement, dont Donat Murego, pour le parti MDR, François Ndungutse, pour le PSD, Justin Mugenzi pour le PL et Edouard Karemera, pour le MRND.

Hier vendredi 15 avril mille, le préfet de la préfecture de la ville de Kigali a dirigé une réunion des représentants des partis politiques dans la ville de Kigali, réunion à laquelle a été invité le haut représentant du Comité de la Croix-rouge internationale, Monsieur Philippe Gaillard qui était accompagné du délégué de la Croix-rouge rwandaise, Monsieur Jean Gahururu. Etaient également présents, les représentants des partis politiques MRND, MDR, PSD et PDI dans la ville de Kigali. Les responsables absents

participaient à d'autres réunions visant la restauration de la paix ici et là dans la ville de Kigali.

Les délégués (de ces organismes) ont demandé à ces représentants des partis politiques de faciliter la Croix-rouge l'exécution de toutes ces activités humanitaires, de sensibiliser les membres de leurs partis politiques à cet effet, afin qu'ils aient confiance en cet organisme dont l'action humanitaire est impartiale.

Les représentants des partis politiques ont promis au délégué du Comité international de la Croix-rouge de transmettre ce message aux membres de leurs partis respectifs afin que les véhicules et les secoureurs de la Croix-Rouge assistent, sans obstacle, les gens en détresse, conformément à la convention internationale de Genève ratifiée par le Rwanda.

Radio Rwanda, c'était là notre journal en kinyarwanda. Rappelons encore que …

Orateur : Jean-Baptiste Nubahumpatse
. au sujet de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda, MINUAR, mais les divergences sont apparues parmi les 15 membres du Conseil à propos de la marche rapide.
Une première possibilité envisagée donc par le Conseil de sécurité consisterait à maintenir sur place de la MINUAR diminué du contingent belge, soit de quelques deux mille casques bleus fournis essentiellement par le Ghana qui a envoyé au Rwanda huit cent quarante personnes et le Bangladesh qui a dépêché dans notre pays neuf cent trente militaires euh qui seraient regroupés à l'aéroport de Kigali. Les pays africains et les non-alignés ont activement soutenu cette option, soumis cependant l'acceptation de cessez-le-feu par les belligérants étant donné les moyens très limités des casques- bleus pour assurer leur autodéfense.
Une deuxième hypothèse prévoit de limiter la présence de l'ONU à une antenne politique en maintenant sur place le représentant spécial de l'ONU, monsieur Jacques Roger Booh Booh, le Camerounais donc Jacques Roger Booh Booh entouré du personnel d'appui et de sécurité comprenant près de 200 personnes.

Selon des diplomates ayant assisté aux consultations à huis clos, la délégation américaine a fait savoir qu'à l'état actuel des choses, Washington était favorable au retrait de la MINUAR pour des raisons de sécurité. La Grande Bretagne a soutenu la position américaine.

Entre-temps, la situation sur le plan militaire reste calme sur l'ensemble du territoire rwandais et les Forces armées rwandaises contrôlent la situation sur tous les fronts y compris à Kigali selon des sources militaires contactées à Kigali hier soir.

Selon les mêmes sources, de plus en plus de combattants blancs sont engagés dans les rangs des Inkotanyi. Des responsables militaires rwandais affirment que deux Blancs combattant au côté des Inkotanyi ont été tués dernièrement au cours de l'attaque que le FPR avait lancée à l'école primaire de Jari à une vingtaine de kilomètres de la capitale.

Dix combattants blancs avaient été aperçus au côté du FPR dans la région, malheureusement nos reporters n'ont pu se rendre sur les lieux car le FPR a de nouveau attaqué dans le secteur probablement pour empêcher à des témoins éventuels de s'approcher.

En outre, des indices persistants font état de la participation active de l'Uganda dans ce conflit. Depuis quelques jours en effet, des hélicoptères Puma capables de transporter une trentaine de personnes et qui sont inconnus sur la flo... dans la flotte aérienne des Forces armées rwandaises ne cessent de faire des rondes et des atterrissages répétés dans les communes Mukarange et Cyumba.

On a également noté la présence des blindés de transport de troupes immatriculés en Uganda. Tous ces moyens de transport militaires serviraient à évacuer les blessés des ... du... des combattants du Front patriotique rwandais ou à assurer le ravitaillement de ses combattants.

En dehors de nos frontières, une seule information ce matin: Le président nigérien, monsieur ...
(Indicatif de fin de journal en français)

Orateur : Gaspard Ruhumuliza, PDC
... l'impératif d'avoir des relations cordiales. Relativement à ces objectifs du parti PDC, nous avons été affligés de constater que le FPR a repris les hostilités après la signature des Accords de paix d'Arusha. En effet, tout le peuple rwandais s'est senti soulagé, croyant qu'il venait de sortir définitivement du désarroi causé par la guerre qu'ils ont enduré pendant plus de trois ans.

Au sein du PDC, nous avons été consternés de constater qu'au moment où nous commencions à nouer des relations conviviales et affermir une culture de compréhension mutuelle et de réconciliation au sein du peuple rwandais, la guerre éclate de nouveau et cette fois-ci sous un autre aspect, caractérisé par des meurtres, des tortures, de façon qu'aujourd'hui, les droits de l'homme semblent bafoués dans ce pays. C'est triste, et notre parti PDC nous avons été consterné. Bien entendu, je fais allusion aux militants qui adhèrent encore à la ligne directrice du parti, puisque certains en ont dévié.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga
Nous y arriverons, Monsieur le Ministre.

Orateur : Gaspard Ruhumuliza
Oui.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga
Poursuivons d'ailleurs notre entretien sur une question relative au Gouvernement dont vous faites partie. Le FPR-Inkotanyi, a déclaré ne pas reconnaître ce Gouvernement. De plus, Radio Muhabura a diffusé des communiqués faisant état d'un autre communiqué signé par Jean Népomuscène Nayinzira dans lequel il dit que le comportement du Ministre Ruhumuliza est inacceptable. Quelle est votre réaction à la déclaration du FPR

selon laquelle il ne reconnaît pas le Gouvernement rwandais actuel et aux propos qu'aurait tenus Jean Népomuscène Nayinzira ?

Orateur : Gaspard Ruhumuliza

Je vais commencer par la déclaration faite par Jean Népomuscène Nayinzira qui s'est souvent déclaré président du parti PDC. En réalité, il nous est arrivé d'utiliser cette expression en disant qu'il était président du parti. Cependant, selon les statuts actuels de notre parti, celui-ci n'est pas encore doté d'un président. En revanche, les statuts prévoient un président du comité directeur, et ce n'est qu'après la mise en place des organes du parti, de la base au niveau national, que le *congrès* national élira le président du parti. Actuellement Nayinzira n'est que président intérimaire. La première assemblée générale qui a créée le parti a nommé Nayinzira président du comité directeur du parti. Néanmoins, cette nomination ne lui confère nullement les prérogatives qu'il s'est attribuées de diriger seul le parti, de coopérer avec d'autres partis et de prendre telle ou telle décision au nom du parti sans consulter les autres.

Etant donné que nous avons l'habitude de faire de preuve de tolérance au sein de notre parti, nous avions, au départ, toléré cette situation. Tenant compte qu'il avait eu le courage de faire partie des membres fondateurs du PDC, et vu les multiples actes positifs qu'il avait posés auparavant, nous nous sommes dit qu'il fallait adopter une attitude de tolérance envers lui et lui prodiguer des conseils au fur et à mesure, espérant, éventuellement, qu'il se conformerait à la ligne directrice du parti. Par la suite, il a dévié. Finalement, nous avons constaté que la situation s'était empirée et qu'il ne respectait plus les idéaux de notre parti. Nous lui avons adressé plusieurs lettres pour lui demander de convoquer une réunion des organes du parti aux fins d'une consultation et, éventuellement, d'une prise des décisions sur la gestion du parti en fonction des circonstances actuelles.

Il a fait fi de notre demande et n'a pas voulu convoquer la réunion du comité directeur du parti. Il a oublié qu'il n'était que le président du comité directeur chargé de diriger le parti en prenant des *décisions collégiales*. Mais lui en a fait fi, et s'est substitué au comité

directeur, prend des décisions au nom du parti sans consulter le comité directeur. C'est pourquoi nous avons été obligés de lui adresser un *mémorandum* par lequel nous lui faisions par de nos réflexions et notre avis sur son attitude face à la situation actuelle de guerre que traverse notre pays. Nous lui avons soumis des propositions de réforme de notre parti, notamment en ce qui concerne le fonctionnement des organes du parti, les modalités de prise de décisions importantes. En clair, nous disions que les décisions doivent être prises les organes du parti et non par un seul individu qui risquerait un jour de se substituer au parti.

Etant donné son entêtement, il a mal accueilli ces suggestions. Nous avons remarqué que c'était quelqu'un qui ne tenait pas compte des conseils reçus puisque peut-être il s'estimait indispensable. Nous n'avons cependant pas voulu divulguer son comportement. Nous n'avons pas souvent évoqué son cas publiquement. Vous savez que moi-même je n'aime pas parler souvent de lui. Pour ne pas nuire à notre parti, nous avons préféré taire ce problème. Néanmoins, nous avons décidé de le dénoncer dans un mémorandum que nous avons rendu public après avoir constaté que la situation s'est aggravée et que les décisions qu'il prenait nous étaient attribuées alors que nous n'y étions pour rien.

Quant à sa déclaration selon laquelle « le ministre Ruhumuliza ne pouvait pas parler au nom du parti », cela trahit l'attitude qui l'a toujours caractérisé de se considérer comme le seul porte-parole du parti, de croire que sans son autorisation, personne d'autre ne peut parler au nom du parti. Pour le reste, reportez-vous à tous les *protocoles* d'entente signés entre les partis pour la mise en place des différents gouvernements de transition.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga
Hum !

Orateur : Gaspard Ruhumuliza
Vous découvrirez que ma signature y est apposée conjointement avec celle de Nayinzira. En outre, dans différentes occasions, j'ai valablement signé en tant que représentant

attitré du parti. Primo, je représente mon parti au Gouvernement ; secundo, je fais partie du bureau politique et en même temps président de la commission chargée des affaires étrangères et de l'information au sein du PDC. Enfin, je suis président du PDC dans la préfecture de Gitarama. Il est donc clair que compte tenu des postes que j'occupe au sein du parti, j'ai le droit de faire des déclarations en son nom! Cependant, je ne peux pas être autorisé à parler seul au nom du parti surtout en s'arrogeant les prérogatives dévolus au seul comité directeur : Agir de la sorte reviendrait à adopter le comportement de Nayinzira.

Je pense que la déclaration (qui m'engage) à laquelle il a fait allusion, est une déclaration urgente qui visait à calmer les troubles survenus et survenant toujours dans la préfecture de Kigali, dans la ville de Kigali. A cette occasion nous avons rencontré les responsables des autres partis politiques. Cependant, en raison des combats intenses qui se déroulaient dans la zone de Gikondo, l'ambassadeur Kabanda et monsieur Jean Marie Vianney Sibomana avec lesquels j'ai souvent signé des documents ces derniers temps, ne pouvaient pas parvenir à l'Hôtel des diplomates où se déroulaient les pourparlers. La situation ne nous permettait pas non plus d'atteindre les autres membres du comité directeur ni ceux du bureau politique. C'est ainsi que, étant donné qu'il s'agissait d'une déclaration positive qui invitait la population rwandaise à cesser les troubles, j'ai estimé que ce n'était rien de grave de m'associer aux autres représentants des partis en apposant ma signature à la dite déclaration, surtout que cette tâche ne revenait pas spécifiquement au comité exécutif. En définitive, la majorité de nos militants ont apprécié cette intervention.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

D'accord !

Orateur : Gaspard Ruhumuliza

Je constate que la déclaration de Nayinzira est sans fondement, il l'a faite parce que, pour lui, au sein du PDC, personne d'autre n'est autorisé à parler au nom de ce parti.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

Oui ! J'aimerais, Monsieur le Ministre, vous poser une question sur les accords d'Arusha après la reprise des hostilités par le FPR. Au sein du PDC, quelle valeur accordez-vous actuellement à ces Accords?

Orateur : Gaspard Ruhumuliza

Bon ! Monsieur Bamwanga, avant de répondre à cette question, il y a une deuxième question que vous m'aviez posée…

Orateur : Jean-Baptiste

Allez-y !

Orateur : Gaspard Ruhumuliza

J'ai oublié de répondre à la question relative à la position du parti PDC par rapport à la déclaration du FPR, selon laquelle il ne reconnaît pas le Gouvernement actuel (*voix superposées).*

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

Quel est votre avis ?

Orateur : Gaspard Ruhumuliza

A mon avis, je pense que le FPR n'a pas le droit de dire qu'il ne reconnaît pas ce Gouvernement ! Allons-nous dire à notre tout que nous ne reconnaissons le FPR ? De plus, dans les Accords d'Arusha, il est question de deux parties aux négociations : le FPR et le Gouvernement rwandais. Celui-ci est un gouvernement appelé *Gouvernement de coalition* ou *Gouvernement conventionnel* formé par les partis politiques sur la base des accords conclus entre les cinq partis politiques, à savoir : le MRND, le MDR, le PSD, le PDC et le PL. Le FPR n'y participe donc pas. Il s'agit d'un gouvernement issu des accords passés entre les cinq partis politique, et qui, dés sa formation, doit négocier avec le FPR. Nous n'avons pas à nous poser des questions sur l'organisation et la structure du FPR, on nous parle de son existence et nous le reconnaissons comme tel. De la même

manière, le FPR reconnaît l'existence de ces cinq partis politiques et leur droit de s'entendre pour former un *Gouvernement de coalition.*

Comment se fait-il qu'aujourd'hui le FPR puisse refuser de reconnaître le Gouvernement de Kambanda, alors qu'il avait reconnu celui d'Agathe et celui de Nsengiyaremye formés sur le même principe, en toute transparence et de commun accord entre les partis politiques? Je trouve que ce refus est sans fondement. Le PDC estime que cette attitude vise à créer des problèmes là où il n'y en a pas.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga
Brièvement, quelle valeur accordez-vous aux accords de paix d'Arusha et que recommandez-vous aux membres de votre parti pour le rétablissement de la paix dans le pays ?

Orateur : Gaspard Ruhumuliza
Pour moi, les accords d'Arusha gardent toujours toute leur valeur. Ce n'est pas parce que l'un des signataires les a enfreints en reprenant les hostilités qu'ils sont devenus caducs! Les Accords sont bel et bien en vigueur, mais ils ne sont pas respectés ! Sur le plan légal, les Accords d'Arusha forment avec la Constitution [rwandaise] ce que l'on a appelé la Loi fondamentale. Celle-ci comprend donc la Constitution qui était en vigueur depuis le 10 août 1991 et les Accords d'Arusha. En fin de compte, la Loi fondamentale et la *constitution rwandaise* sont pareilles. Pour moi, les Accords d'Arusha font partie de la Constitution et de la Loi fondamentale.

Nous ne pouvons pas oser dire que ces Accords sont devenus caducs, en raison du simple fait que telle ou telle partie aux Accords en viole certaines dispositions ! Si une personne viole un article de la Constitution, celle-ci n'en est pas pour autant abrogée.
A mon avis, les accords d'Arusha existent bel et bien, mais …

FIN DE LA FACE A

FACE B

Orateur : Gaspard Ruhumuliza

... certes. Je pense qu'au vu de la situation actuelle, nous devons, y compris le FPR, comprendre que les négociations sont inéluctables. Le Gouvernement rwandais devrait reconnaître que les négociations sont indispensables, il en a déjà manifesté le désir en se déclarant prêt à négocier avec le FPR, qui a néanmoins a déclaré qu'il ne négociera pas avec l'actuel Gouvernement puisqu'il ne le reconnaît pas.

Nous avons compris que la reconnaissance du Gouvernement actuel par le FPR ne doit pas constituer un préalable aux négociations. L'existence du FPR est un fait, l'existence du Gouvernement rwandais en est un autre et il a été mis en place conformément à la loi en vigueur. Les parties devraient donc se rencontrer dans les meilleurs délais afin d'aplanir les divergences qui les opposent et revenir dans ce que j'appellerais *la logique de la paix.* Nous devons rentrer dans la logique de paix et abandonner celle de la guerre. En effet, même au prix d'un million de tués, on ne peut pas résoudre le problème auquel les Rwandais font actuellement face sans passer par les négociations.

Orateur : Jean-Baptiste Bamwanga

Merci ! Nous étions avec Gaspard Ruhumuliza, représentant du parti PDC, dans une interview que j'ai réalisée avec lui. Restez vigilants, la situation est critique.

Orateur : Martin Mukwiye, journaliste de Radio Rwanda

... avec qui nous allons nous entretenir. Monsieur Théoneste Nahimana, la population rwandaise a été éprouvée et le pays est en détresse suite aux troubles et à la guerre déclenchée après l'assassinat du Président de la République le 6 avril 1994. Les troubles ont donc éclaté et le FPR les a prétexté pour reprendre les hostilités. Bien qu'il soit en train de perdre les batailles, il a tout de même repris les hostilités. Quel est votre avis sur tous ces problèmes que connaît actuellement le Rwanda.

Orateur : Théoneste Nahimana, premier vice-président du parti CDR

Monsieur Mukwiye, j'aimerais d'abord vous remercier de me tendre ce microphone afin que je puisse m'exprimer à l'intention de nos auditeurs. Vous venez de dire que tous les Rwandais ont été éprouvés par la disparition du Président Habyarimana. Premièrement, j'ai un message à transmettre à tous les Rwandais et aux familles des disparus. Après avoir appris le drame causé par les Inyenzi-Inkotanyi et leurs complice en assassinant Son Excellence le Président Habyarimana, le chef de l'Etat rwandais, et le Président du Burundi et leurs délégations lorsqu'ils revenaient d'une mission en Tanzanie, notre parti s'est immédiatement associé à tous les Rwandais et aux familles des disparus, dans le deuil dans lequel nos deux pays sont plongés.

J'aimerais parler de cette guerre. Monsieur Mukwiye, comme la CDR l'a toujours déclaré, l'Inyenzi-Nkotanyi forment une organisation qui ne veut pas du tout de la démocratie. C'est une organisation belliciste qui a déjà manifesté son désir de s'emparer du pouvoir par la guerre. Nous avons toujours dit que cette organisation ne recherche pas la démocratie. En témoigne, en effet, l'acte ignoble qu'elle a dû commettre, en l'occurrence l'assassinat du chef de l'Etat.

Ils ont inlassablement commis de tels actes en déclenchant la guerre au cours de laquelle ils ont tué des milliers et des milliers de personnes. Ils s'en sont par la suite pris à des politiciens. Vous vous souvenez de l'assassinat de Rwambuka. Quand ils ont remarqué que cet assassinat n'a pas été suivi d'effet, ils s'en sont pris à d'autres tels que Gapyisi, Gatabazi, l'ex-ministre des Travaux public et de l'énergie, puis au président du parti CDR, Son Excellence Monsieur Martin Bucyana. Vous n'ignorez pas qu'il était le président de notre parti au niveau national. Finalement, emportés par leur hargne, ils ont assassiné le chef de l'Etat, espérant ainsi avoir éliminé le dernier obstacle pour s'emparer du pouvoir.

A notre avis, ce qui les a contrariés et poussés à reprendre les hostilités, c'est que le peuple rwandais ne les a pas soutenu après qu'ils aient assassiné les chefs d'Etat du Rwanda et du Burundi. A notre sens, les Inkotanyi ont repris les hostilités et lancé des

attaques punitives contre le peuple rwandais et les Forces armées rwandaises simplement parce que nous ne les avons pas soutenus dans leur forfait.

Je voudrais à présent parler de la guerre. Je viens de vous dire que les Inyenzi-Inkotanyi ne recherchent pas la démocratie, mais plutôt n'aspirent qu'à s'emparer du pouvoir par la force. Par conséquent, au nom de notre parti, la CDR, je demanderais au peuple rwandais de se mobiliser tous. Nous devrions dépasser le temps des slogans de soutien aux Forces armées rwandaises. A présent, où qu'il se trouve, tout Rwandais démocrate qui soutient la République qui, en 1959, a renversé le régime féodal ainsi que tout Rwandais qui défend les droits de l'homme, doit se mobiliser pour prendre ses armes et assister les Forces armées rwandaises dans la lutte contre le Inkotanyi. Telle est ma demande à tous les Rwandais.

Monsieur Mukwiye, si vous me le permettez, je voudrais aussi dire que vous avez entendu, ces derniers jours, les déclarations factices faites par les porte-parole du FPR-Inkotanyi y compris par son président Alexis Kanyarengwe, selon lesquelles leur organisation ne reconnaissait pas le Gouvernement de Jean Kambanda.

Orateur : Martin Mukwiye

D'accord, mais avant d'aborder la question de la reconnaissance ou de la non reconnaissance de ce Gouvernement par le FPR, je voudrais demander ce que la CDR pense de ce Gouvernement. Vous vous rappelez qu'après la disparition du chef de l'Etat, de nouvelles autorités ont été nommées, notamment le Président de la République en la personne de Son Excellence Théodore Sindikubwabo et un Gouvernement dirigé par Jean Kambanda a été formé. Je voudrais vous demander ce que la CDR pense de ces nouvelles autorités au regard de la situation que nous traversons.

Orateur : Théoneste Nahimana

Je vous remercie. Comme vous venez de le dire, il était impératif de mettre en place des nouvelles autorités. Un pays ne peut pas fonctionner sans président ni Gouvernement. De plus, au sein de la CDR, nous sommes d'avis que la nomination du président de la

République et la formation du gouvernement se sont déroulés conformément à la loi en vigueur, à savoir la constitution de la République rwandaise. A mon avis, personne ne peut donc affirmer que ce gouvernement est illégal puisque, comme vous le savez, nous sommes actuellement régi par la Constitution que nous reconnaissons tous.

J'en viens maintenant à notre opinion sur ce Gouvernement. Comme vous le savez, nous ne faisons pas partie de ce Gouvernement. Cependant, nous estimons qu'il mérite d'être soutenu et nous exhortons tout le peuple rwandais à le soutenir pour les raisons ci-après :

Premièrement dès sa formation, le Gouvernement de Jean Kambanda a déclaré qu'il allait œuvrer dans l'intérêt supérieur de la nation, tel qu'il ressort du discours programme du Premier Ministre.

Deuxièmement, nous nous sommes réjouis du fait que le Gouvernement soutient, à cent pour cent, les Forces armées rwandaises et collabore avec elles dans la lutte contre l'ennemi du pays, les Inyenzi-Inkotanyi

Enfin et essentiellement, nous avons remarqué que ce gouvernement, contrairement au précédent, ne compte pas beaucoup de complices de l'ennemi en son sein. Voilà quelques une des raisons qui poussent notre parti CDR à demander à nos militants et à tous les Rwandais de soutenir ce Gouvernement, quand bien même nous n'en faisons pas partie.

Orateur : Martin Mukwiye

Je vous remercie. Vous venez de déclarer que la CDR soutien le Gouvernement actuel dirigé par Jean Kambanda. Comment comptez-vous le soutenir ? De quels moyens disposez-vous pour le soutenir concrètement?

Orateur : Théoneste Nahimana

Relativement à ces moyens, vous savez que notre parti est le parti du peuple majoritaire. Comme vous le savez, Martin Mukwiye, le peuple majoritaire constitue plus de 80%, je dirais même environ 90% de la population rwandaise ; nous appelons donc cette

population à soutenir le Gouvernement. En effet, le Gouvernement ne peut pas travailler seul, il élabore un plan d'action, puis, demande à la population de l'assister dans sa mise en œuvre. Nous sommes d'accord avec le gouvernement sur certains points de son programme que je viens de mentionner. Par conséquent, nous appelons la population à aider ce gouvernement à les mettre en application.

Orateur : Martin Mukwiye

Vous venez de déclarer que la CDR soutien le Gouvernement. D'accord. Mais j'aimerais revenir avec vous sur le fait que les Inkotanyi déclarent ne pas le reconnaître et prétendent qu'il est formé par le MRND et la CDR. Quel est votre point de vue au sein de la CDR sur ce genre de mensonges diffusés souvent par les stations de radio étrangères qui reprennent souvent les émissions de Radio Muhabura ?

Orateur : Théoneste Nahimana

Je vous remercie infiniment pour cette bonne question. En effet, je devais moi-même en dire quelque chose car il s'agit d'un mensonge. Ce n'est pas seulement une rumeur, mais aussi un gros mensonge. J'ai appris cette histoire sur les ondes de Radio Muhabura, il y a trois jours. Le premier à faire cette déclaration fut le porte-parole du FPR-Inkotanyi, à partir de Kampala. Par la suite, les propos ont été relayés par Alexis Kanyarengwe, le soi-disant président du FPR-Inkotanyi. Ce dernier a dit que leur organisation ne reconnaissait pas le Gouvernement de Jean Kambanda pour une et une seule raison, à savoir que ce Gouvernement a été formé par deux partis seulement, le MRND et la CDR.

Monsieur Mukwiye, j'aimerais que vous informiez tous ceux qui nous écoutent, qu'il s'agit là d'un mensonge. En effet, nous savons tous que le Gouvernement actuel a été formé par le MRND, le MDR, le PL, le PDC et le PSD, conformément aux accords qu'ils ont conclus en 1994. Cela est bel et bien connu. Ce sont ces accords qui ont été à la base de la mise en place de ce Gouvernement, et je vous dis franchement, la CDR n'a pas participé à la réunion relative à la formation du Gouvernement.

Je pense que ce genre de déclarations faites par ces messieurs, ces porte-parole du FPR, n'est qu'un prétexte pour commencer à combattre ce Gouvernement, car ils savent très bien qu'il ne leur est pas favorable étant donné qu'ils ne disposent pas de complices en son sein, et qu'il est déterminé à les combattre et à lutter pour l'intérêt de la nation.

Orateur : Martin Mukwiye

Je vous remercie monsieur le premier vice-président de la CDR. Je crois avoir épuisé toutes les questions que je devais vous poser. Au cas où j'aurais omis un quelconque point, vous avez toute la latitude pour l'aborder.

Orateur : Théoneste Nahimana

J'aimerais dire à tous les Rwandais que nous traversons une situation extrêmement difficile et que nous devons nous mobiliser et appuyer les Forces armées rwandaises, les « Inzirabwoba » [les Intrépides]. Nous devons collaborer avec le Gouvernement actuel pour lutter contre l'ennemi. Je voudrais répéter ce que je vous ai dit lors de notre dernier entretien. L'ennemi a déclenché la guerre et a montré qu'il ne veut pas y renoncer et qu'il ne veut pas la démocratie. Alors, à mon avis, nous devons nous mobiliser tous ensemble pour lui donner une leçon qu'il n'oubliera jamais dans l'histoire du Rwanda. Je vous remercie.

Orateur : Martin Mukwiye

Je vous remercie également.

(Indicatif du journal parlé en Swahili)

Orateur : Journaliste non identifié

... sur tous les fronts, selon le ministère de la défense.

Après le premier tour des pourparlers hier entre la délégation rwandaise et celle du FPR qui a eu lieu hier à l'Hôtel Umubano Méridien, les journalistes ont voulu savoir si d'autres pourparlers sont prévus aujourd'hui. Le ministère de la défense leur a promis un point de presse ce soir.

Suspension de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU hier soir sans que celui-ci adopte une décision sur le mandat de la MINUAR.

Grève des médecins au Zimbabwe dans le but de réclamer une augmentation de salaire ; alors qu'au Nigéria ... (incomplet).

Selon un communiqué publié aujourd'hui par le ministère de la défense, la situation est calme sur tous les fronts. Les belligérants se regardent en chien de faïence sans combattre et sans toutefois savoir la suite.

Malgré cette accalmie, le ministère de la défense annonce, qu'un Hercule de type C cent trente, C120 (sic) destiné au transport du matériel militaire et aux troupes, a été aperçu survolant à basse altitude derrière les positions tenues par le FPR. Par ailleurs, les hélicoptères de type Puma, ont cette fois-ci été aperçus survolant la préfecture de Byumba, effectuant des atterrissages sur les positions tenues par le FPR, surtout dans la région de Mutara.

Pas des combats à signaler dans la région de Mutara. Selon le ministère de la défense, la provenance de l'Hercule C130 n'a pas été identifiée. Quant aux hélicoptères de type Puma, il a été révélé qu'ils proviennent de l'Uganda.

Toujours selon le communiqué du ministère de la défense, il y a une accalmie dans la zone opérationnelle de Ruhengeri et celle de Rulindo. Selon ce communiqué, les forces infiltrées du FPR ont tué une centaine de gens à Gikondo à Kigali. Enfin, ce communique signale, par ailleurs, qu'à la sous-préfecture de Munini, dans la région de Singe en préfecture de Gikongoro une foule en provenance de la province de Cibitoke, au Burundi se dirigeait vers le Rwanda. Le but de ce mouvement de foule n'est pas encore connue, précise le ministère de la défense.

Après le premier tour des pourparlers hier entre la délégation rwandaise et celle du FPR qui a eu lieu à l'Hôtel Méridien Umubano, les journalistes ont, aujourd'hui, voulu savoir

si un autre tour est prévu aujourd'hui, le ministère de la défense leur a promis un point de presse à cet effet ce soir.

Au cours de la rencontre d'hier, les deux délégations ont échangé les documents qui serviront de base lors des négociations. Ont participé à ces pourparlers : le porte-parole du représentant du Secrétaire général de l'ONU, le Docteur Jacques Roger Booh Booh, représenté par Monsieur Gilbert (*inaudible)*, le général Roméo Dallaire, commandant de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda.

Pour les belligérants, les forces armées rwandaises ont été représentées par le général Augustin Ndindiliyimana, le chef d'état-major de la gendarmerie, tandis que le FPR était représenté par le lieutenant-colonel Charles Kayonga, commandant du bataillon qui était cantonné à Kigali dans le but d'assurer la sécurité des dirigeants du FPR venus à Kigali.

Autres nouvelles sur le Rwanda, suspension de la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies sans que celui-ci adopte une décision sur le mandant de la MINUAR au Rwanda. Le président du Conseil de sécurité des Nations Unies, le Nouvel zélandais Collin (*inaudible)* a déclaré que la priorité pour le Conseil de Sécurité est la recherche d'un cessez-le-feu. Le quinze membres du Conseil qui ont siégé hier soir n'ont pas été unanimes sur le problème rwandais. Il a été suggéré de laisser provisoirement sur place au Rwanda une force composée de deux mille hommes, après le retrait du contingent belge.

Ailleurs dans le monde …

(Indicatif du journal parlé en kinyarwanda)

Orateur : Martin Mukwiye

- La paix se rétablit peu à peu sur le territoire national.
- Une accalmie relative est signalée à Kigali.
- Sur le front, les forces armées nationales contrôlent la situation.

- Poursuite du rapatriement des citoyens belges se trouvant au Rwanda. Il est demandé au contingent belge faisant partie des Casques Bleus de la MINUAR de se cantonner à l'aéroport. Cependant, la date butoire de leur départ n'a pas encore été communiquée.
- Au Zimbabwe, les …

Orateur : Vénuste Basingize

… nous avons rencontré les autorités militaires ce matin pour un point de presse sur la situation au front, dont voici l'essentiel :

Les forces armées rwandaises sont préoccupées par des indices qui révèlent que des pays étrangers s'immiscent dans cette guerre par l'appui qu'ils apportent au FPR-Inkotanyi. A titre d'exemple, hier, un avion de *type Hercule* C130 provenant de derrière les positions tenues par le FPR a survolé à basse altitude la région de Mutara. Vous comprenez de quelle direction il s'agit. Cet avion n'a pas été identifié, mais cela ne va pas tarder s'il continue à violer l'espace aérien rwandais.

Il nous a été également communiqué qu'un hélicoptère de *type Puma* dont nous vous avions parlé il y a quelques jours, a survolé hier la commune de Butaro à Ruhengeri. Précédemment, il survolait la préfecture de Byumba. Hier, cet hélicoptère a survolé Butaro en direction de Byumba, en effectuant des nombreux atterrissages ici et là. Il est clair qu'il ravitaillait les Inkotanyi.

En outre, une foule de Tutsis dont les Inkotanyi se tiendrait en état d'alerte à Mabayi dans la province de Cibitoke au Burundi. Si cette information s'avère exacte, cela signifierait que les Inkotanyi envisagent d'attaquer par le sud de notre pays. Les membres de la population et les autorités de cette région doivent donc rester vigilants.

Nous avons appris qu'à Kigali, les Inkotanyi avaient massacré une centaine de personnes à Gikondo, ce qui a provoqué la fuite de beaucoup d'autres. A part ce

massacre, il règne un calme à Kigali à tel point que nous devons nous préparer à faire face à ce qui se cacherait derrière ce calme apparent.

(Indicatif de fin de journal)

... a été consterné par la mort inopinée du Président de la République, Son Excellence le général-major Juvénal Habyarimana et du Président de la République du Burundi, Son Excellence Cyprien Ntaryamira et leurs délégations, suite au crash de l'avion à bord duquel ils se trouvaient et qui a été abattu par des malfaiteurs. Les membres de ce conseil s'associent aux familles éprouvées dans leur douleur.

Les membres de ce conseil sont préoccupés par la disparition du préfet de la préfecture de Ruhengeri qui se trouvait à Kigali lors de la reprise des hostilités dans la ville de Kigali par le FPR-Inkotanyi. Le conseil préfectoral de sécurité de Ruhengeri soutien sans réserve le Gouvernement rwandais actuel et les objectifs qu'il s'est assigné. Il félicite les forces armées rwandaises qui continuent de lutter pour sauvegarder l'intégrité territoriale en écrasant l'ennemi qui a voulu nous surprendre dans la désolation causée par la disparition du chef de l'Etat.

Le conseil préfectoral de sécurité de Ruhengeri demande à la population de soutenir le Gouvernement rwandais et les Forces armées rwandaises. Il les invite également à éviter tout ce qui est susceptible de mettre en péril leur sécurité.
Après avoir constaté que la préfecture de Ruhengeri connaît un problème de sécurité dû à la guerre et à une situation économique précaire, obstacles devant être levés par les instances administratives, le conseil préfectoral de sécurité demande au gouvernement rwandais de pourvoir les postes administratifs vacants sans délai. Il s'agit de trois sous-préfets à la préfecture et les bourgmestres des communes Kinigi et Mukingo.

Le conseil a mis en place un *comité de crise* chargé d'assister l'administration préfectorale dans la résolution des problèmes urgents relatifs à l'administration locale

et à la sécurité. Ledit comité est composé du préfet de préfecture, du sous-préfet de la sous-préfecture de Busengo, d'un représentant du commandant militaire à Ruhengeri, d'un représentant du commandement de la gendarmerie à Ruhengeri, du procureur de la République et du chef du service de renseignements dans la préfecture de Ruhengeri.

Toujours à propos de la sécurité, le conseil a exhorté les bourgmestres à organiser des réunions avec les conseillers communaux, les responsables chargés de la sécurité au niveau communal et les représentants des partis politiques afin de rassurer la population et de prendre des mesures pour assurer la sécurité.

La réunion a recommandé à la population d'être plus vigilante en organisant des rondes nocturnes, à établir des barrages routiers à des endroits connus par les autorités, et à inviter ceux qui les tiennent à agir avec courtoisie.

Le conseil a estimé que le contrôle des cartes d'identité aux barrages routiers ne suffisait pas étant donné que l'ennemi en avait volé quelques-unes. Le conseil a, par conséquent, demandé au Gouvernement rwandais d'examiner les voies et moyens de restaurer l'usage de laissez-passer pour les déplacements sur le territoire national.

(Indicatif de fin de journal)

Douze heures passées …

Orateur : Vénuste Basingize

Selon le porte-parole du Ministère belge de la défense, les derniers expatriés belges ont pris l'avion hier soir à destination de Nairobi au Kenya où ils se trouvaient actuellement en attendant d'être rapatriés. Le porte-parole de l'armée belge a également indiqué que le contingent belge des Casques Bleus qui faisait partie de la MINUAR était cantonné à l'aéroport de Kanombe dans l'attente d'être rapatrié, mais la date de leur départ n'a pas encore été communiquée.

Rappelons que la Belgique a pris la décision de rapatrier son contingent tel que souhaité par l'ONU, puisque les Rwandais estiment que les membres de ce contingent ont failli à leur mission.

Les combats sont toujours signalés en Afrique du Sud. Selon l'agence SAPA, une agence de presse de ce pays. Des obus ont été tirés dans la région de Sopoza habitée par les noirs qui y avaient trouvé refuge lors des affrontements entre l'ANC et l'INKHATA. Hier samedi, d'autres obus ont été tirés dans le Nord-est de Johannesburg et endommagé un dépôt de matériel militaire sans toutefois faire de victime. L'identité de ceux qui tirent ces obus n'est toujours pas connue.

En Afrique du Sud toujours, la communauté blanche est préoccupée par les élections prévues à la fin du mois d'avril. Les résultats des sondages donnent Nelson Mandela largement favori. Rappelons que Mangosothu Buthelezi lui s'oppose à la tenue des élections programmées au mois d'avril.

Le gouvernement nigérien vient de décider une augmentation des salaires pour ses fonctionnaires suite à une dévaluation de 50% du franc CFA. Selon le porte-parole du gouvernement nigérien, Monsieur Moctar Diallo qui a annoncé cette mesure à la télévision du Niger, les fonctionnaires nigériens bénéficieront d'une augmentation de 5%, tandis que les retraités recevront 12%. Entre-temps les syndicats des travailleurs réclament 30 à 50% du fait de la hausse de prix de tous les articles ans ce pays. Rappelons que ces syndicats viennent de passer une période de trois mois en grève, pendant laquelle ils ont suspendu toutes les activités jusqu'à ce que leur problème trouve une solution.

... par le FPR, le Ministère de la défense nationale informe ce qui suit à tous les Rwandais ce qui suit:

Lors des hostilités reprises par le FPR dans le but de s'emparer du pouvoir par la force, la présence des Blancs dans le rang de FPR est maintenant avérée. En effet,

deux d'entre eux ont été tués à Jali où l'ennemi a lancé, le 14 avril, une attaque repoussée par les Forces armées rwandaises.

Nous venons d'apprendre que le FPR continue de tuer d'une manière atroce les populations innocentes qui se trouvent dans les zones de combats, où il a déjà massacré plus de 20.000 personnes. Des tels atrocités ont été commises le 14 avril 1994 à Nyamirambo où le FPR a brûlé vifs les membres de la population en utilisant de l'essence.

Le Ministère de la défense rappelle à tous les Rwandais de bien comprendre que l'ennemi n'a pas encore renoncé à la guerre. Il leur demande de collaborer avec les Forces armées pour vaincre l'ennemi, et de l'exterminer partout où il se trouve afin de prouver aux étrangers qui le soutiennent que le Rwanda est un pays qui sait défendre son intégrité territoriale.

Il est demandé également à la population qui se trouve dans les zones non encore atteintes par les combats d'être vigilante afin de contrecarrer toute infiltration par l'ennemi, de s'abstenir de tout acte susceptible de semer la division au sein de la population, afin que personne ne soit plus tué ou dépossédé de ses biens.

Le ministère de la défense se félicite la bravoure dont ont fait preuve les Forces armées rwandaises qui, en collaboration avec la population, ont pu contenir l'ennemi. Il leur demande de rester vigilants et de dénicher l'ennemi partout où il se trouve.

Communiqué du ministère de la défense

A la suite de la reprise des hostilités par le FPR, le Ministre de la Défense communique à la population et aux Forces armées rwandaises ce qui suit:
Au cours de cette offensive lancée par le FPR au lendemain de la mort tragique du Président de la République rwandaise survenue le 6 avril 94, il vient d'être constaté que le FPR bénéficie du soutien de militaires blancs qui leur servent de bases

d'appui. Deux d'entre eux ont été tués lors de l'attaque menée par le FPR à l'Ecole primaire de Jali et qui a rencontré une résistance farouche des Forces armées rwandaises.

Dans les zones de combats le FPR a intensifié ses tueries, plus de 20 personnes ont été massacrés par les combattants du FPR. Ces actes ignobles sont également enregistrés dans Kigali, dans le quartier Nyamirambo le FPR a sauvagement brûlé à l'essence plusieurs civils innocents et dans le quartier Gikondo a tué une centaine de personnes à l'arme blanche et à la grenade.

Il apparaît que le FPR n'a pas encore renoncé à la guerre comme moyen d'accéder au pouvoir. Le Ministre de la Défense invite alors la population à rester vigilante, unie et toujours solidaire à ses Forces armées ...

FIN DE LA FACE B.